

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
Semaine du 6 octobre 2025

Le fait marquant

La Commission annonce de nouvelles mesures de sauvegarde sur l'acier

La Commission a présenté le 8 octobre sa proposition pour de nouvelles mesures de sauvegarde permettant de protéger la production européenne d'acier face à la crise mondiale de surproduction. L'UE est particulièrement touchée par l'afflux d'acier à très bas prix produit en Asie, qui est détourné vers l'Europe avec la fermeture relative du marché américain suite à la hausse des droits de douane (50 %).

La Commission propose en conséquence de renforcer ses mesures de sauvegarde, en réduisant de moitié le quota d'importations d'acier vers l'UE exempté de droits de douane, et en augmentant de 25 à 50% les tarifs appliqués aux importations au-delà de ce quota.

En tant que pays tiers, le Royaume-Uni, dont 66 à 78 % (selon les sources) des exportations d'acier sont dirigées vers l'UE, est concerné par ces nouvelles mesures. La fixation du niveau de quotas fera toutefois l'objet de négociations entre l'UE et le R-U. La proposition de la Commission doit désormais être examinée par le Parlement et le Conseil.

Environnement

Le Royaume-Uni publie les résultats 2025 de son financement international pour le climat

Le gouvernement britannique a [publié](#) les résultats 2025 de son financement international pour le climat (ICF), qui présente les principaux impacts de ses investissements depuis 2011. Ce dispositif, relevant de l'aide publique au développement, vise à soutenir les pays en développement dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la préservation de la biodiversité et l'adaptation aux effets du changement climatique. Le programme est mis en œuvre conjointement par quatre ministères (FCDO, DESNZ, DSIT, Defra).

A travers 395 programmes au total sur la période 2011-2024, 137 M (+19% par rapport à 2024) ont pu bénéficier des financements, 145 MtCO₂e ont pu être évitées ou réduites (+36% depuis 2024) et 21 Md£ de financements publics (10,5 Md£, +20 % par rapport à 2024) et privés (10,4 Md£, +28 % par rapport à 2024) ont été débloqués.

Déclaration de sécheresse dans le Sussex, dans une zone desservie par South East Water

Le 10 octobre 2025, l'Environment Agency a placé en statut de sécheresse les zones autour de Haywards Heath et Eastbourne, dans le Sussex, en raison de la baisse significative du niveau du réservoir d'Ardingly (actuellement à 27,6 % de sa capacité). Cette décision fait suite à une demande d'arrêté sécheresse par South East Water, préoccupée par la disponibilité de la ressource en eau.

Cette évolution de statut reflète l'impact cumulé d'un printemps et d'un début d'été secs, associé à une demande élevée due aux températures. La sécheresse reste limitée pour l'instant à certaines zones, tandis que le reste de la région (Hampshire, île de Wight, Surrey) reste en "conditions prolongées de sécheresse".

Les dérogations au bannissement d'usage de tuyaux d'arrosage ont été levées et les restrictions restent en vigueur. Les usagers sont appelés à adopter des gestes économies (réduire la durée des douches, réutiliser l'eau domestique et réparer les fuites). Le retour à la normale nécessitera des précipitations soutenues durant l'automne et l'hiver.

Près de 4 000 personnes engagent la plus grande action en justice environnementale du pays pour pollution des rivières

Près de 4 000 riverains et usagers ont déposé une plainte collective devant la Cour suprême contre les entreprises Avara Foods, Freemans of Newent et Welsh Water, accusées de provoquer une pollution massive des rivières Wye, Lugg et Usk, situées entre le pays de Galles et l'Angleterre.

Les plaignants dénoncent les impacts économiques et environnementaux d'une pollution au phosphore et à l'azote, issue du fumier de volaille (1/4 de la production avicole du pays a lieu dans la zone) et des déversements d'eaux usées, qui auraient entraîné une dégradation marquée de la qualité de l'eau et de la faune. Ils réclament des réparations financières et un plan de dépollution.

Il s'agit de la plus vaste action judiciaire environnementale jamais intentée au Royaume-Uni, tant par le nombre de plaignants que par l'ampleur géographique des dommages et le montant des compensations réclamées.

Les entreprises contestent les accusations, Avara Foods affirmant qu'aucun fumier n'est épandu sur ses sites avicoles et que la gestion des nutriments relève des agriculteurs et Welsh Water soulignant avoir investi plus de 100 M£ pour améliorer la qualité des rivières Wye et Usk.

La CMA autorise une nouvelle hausse limitée des factures d'eau au Royaume-Uni

L'autorité britannique de la concurrence, la Competition and Markets Authority (CMA), a approuvé une hausse modérée des factures d'eau, estimant qu'elle est nécessaire pour financer la modernisation des infrastructures et les améliorations environnementales. L'autorité a toutefois rejeté près de 80 % des augmentations demandées par cinq compagnies (Anglian Water, Northumbrian Water, South East Water, Southern Water et Wessex Water), ne retenant qu'une hausse moyenne de 3 % en plus de celles déjà validées par le régulateur Ofwat.

Cette décision représente 556 M£ de revenus supplémentaires sur les 2,7 Md£ réclamés par les entreprises.

Energie-climat

Shawton Energy obtient un prêt de 5,4 M£ de Triodos Bank pour son premier parc solaire, qui alimentera le quartier de King's Cross à Londres

Le quartier de King's Cross franchit une étape majeure vers la neutralité carbone avec la signature d'un Virtual Power Purchase Agreement (VPPA) de 15 ans avec le fournisseur britannique Shawton Energy.

Ce partenariat permettra la création d'un parc solaire de 8,6 MWc sur environ 11 hectares au Pays de Galles (Point Lane Solar Farm), dont les 14 000 panneaux fourniront 40 % des besoins en électricité du site. Le VPPA, appuyé par un financement de 5,4 M£ de Triodos Bank UK.

L'accord s'inscrit dans la stratégie de neutralité carbone d'ici 2035 du quartier, qui accueille plus de 41 000 personnes. Il devrait éviter l'émission de 2 100 tonnes de CO₂ par an.

Transports

Le gouvernement apporte son soutien à la réouverture des gares du Kent de la liaison transmanche.

Le gouvernement britannique a annoncé soutenir le retour des services ferroviaires internationaux vers certaines gares du Kent (Ashford, Ebbsfleet, ainsi qu'éventuellement Stratford International), fermées depuis 2020.

Depuis la pandémie de COVID-19, aucun train à grande vitesse international ne dessert les gares entre Londres St Pancras et le tunnel sous la Manche, Eurostar les jugeant « non viables » car peu utilisées (4% des passagers). Eurostar indique que ses gares dans le Kent resteront fermées en 2025 et seront réévaluées en 2026.

Le 26 septembre, le ministre en charge du rail, Lord Peter Hendy, a exhorté les opérateurs ferroviaires souhaitant bénéficier de la mise en concurrence de la liaison transmanche à collaborer avec les autorités locales pour rétablir ces services. Parmi les potentiels entrants figurent Virgin Group, Gemini Trains, et une alliance entre FS Italiane et la société espagnole Evolyn. Il a annoncé avoir écrit au régulateur indépendant des transports britanniques, l'ORR, pour s'exprimer en faveur de la mise en concurrence.

La réouverture d'Ashford International, en particulier, coûterait entre 2 et 3,5 M€ pour réinstaller les contrôles aux frontières. Elle pourrait cependant générer jusqu'à 2,7 Md€ de croissance sur cinq ans et attirer un demi-million de visiteurs supplémentaires par an dans la région.

Industrie

Selon la presse, le Royaume-Uni envisagerait de payer davantage pour les médicaments

En début de semaine, le gouvernement britannique aurait selon la presse soumis à l'administration Trump des propositions d'ajustement de prix des produits pharmaceutiques. Ces mesures viseraient à augmenter les montants versés par le National Health Service (NHS) aux entreprises pharmaceutiques britanniques. Cette mesure marquerait une première évolution de ce type depuis 25 ans.

Une telle évolution viendrait répondre aux inquiétudes de l'industrie pharmaceutique, qui estime trop faibles les tarifs pratiqués au Royaume-Uni, et menacent depuis plusieurs semaines de réduire leurs investissements ou de quitter le Royaume Uni. Pour rappel, Merck a annulé un investissement d'un milliard de livres en août, et AstraZeneca de 200 M€ en septembre. L'industrie et le Royaume-Uni sont mis sous pression par le président Trump, qui menace d'imposer des tarifs douaniers à hauteur de 100% sur les médicaments importés, invoquant l'écart de prix entre les Etats-Unis et le Royaume Uni (où les prix sont parmi les plus faibles au monde).

En pratique, la mesure consisterait en une élévation du seuil de coût efficacité utilisé par le *National Institute for Health and Care Excellence* (NICE). Ce seuil sert à déterminer si un médicament est considéré comme "rentable" pour le NHS, en évaluant le prix payable pour une année de vie en bonne santé. Actuellement, le seuil est de 30 000£ par "quality adjusted life year" (QALY). Le gouvernement envisagerait de l'augmenter de 25% pour le porter à 37 500£, tandis que des représentants de l'industrie souhaiteraient le voir augmenter à 50 000£.

Une telle mesure, si elle était confirmée, suscite l'inquiétude du système de santé britannique déjà frappé par une forte contrainte budgétaire, alors que les médicaments constituent son deuxième poste de dépenses. Cette hausse pourrait cependant permettre l'accès à davantage de traitements de pointe, dans le domaine de l'oncologie notamment.

Les ventes de voitures électriques atteignent un niveau record au Royaume-Uni

Selon les dernières données de la *Society of Motor Manufacturers and Traders* (SMMT), les ventes de véhicules électriques (VE) ont atteint un niveau record au Royaume-Uni en septembre 2025 (meilleur mois depuis 2020). 72 779 voitures 100 % électriques (BEV) ont été vendues en septembre, soit une hausse de près de 30 % par rapport à l'année précédente. Les voitures hybrides rechargeables (plug-in hybrids) ont connu une croissance encore plus rapide. Ces acquisitions sont portées par les flottes d'entreprises (71,4 %), mais les véhicules d'entreprises représentent tout de même 22,1 % des immatriculations de particuliers.

Plus de la moitié des nouvelles immatriculations en septembre concernaient des véhicules électriques ou hybrides. Cette hausse est due notamment à une plus grande variété de modèles disponibles, à des remises constructeurs, et surtout à la mise en place d'une aide publique à l'achat pouvant atteindre 3 750 £ pour certains modèles électriques. Ces règles favorisent notamment les modèles moins chers, avec des conditions environnementales conduisant à exclure les constructeurs chinois. Toutefois, le constructeur BYD a annoncé une croissance de ses ventes de 880% sur le mois de septembre, le Royaume-Uni devenant son premier marché à l'export.

La production de Jaguar Land Rover redémarre

Les opérations de JLR au Royaume-Uni, suspendues depuis le 31 août à la suite d'une cyberattaque, ont pu redémarrer le 8 octobre. L'arrêt des activités du groupe, qui exploite plusieurs usines sur le territoire britannique, a déstabilisé plus de 700 entreprises qui participent à sa chaîne de valeur.

Face au risque économique et social provoqué par cet arrêt, le Gouvernement a accepté de garantir un prêt d'urgence à l'entreprise à hauteur de 1,5 Md£.

Logement

Le Gouvernement annonce la construction de 12 villes nouvelles en Angleterre

En réponse à la publication du rapport de la *New Towns Taskforce*, le Gouvernement a confirmé son souhait d'avancer sur la construction de villes nouvelles à travers l'Angleterre.

Douze sites préférentiels ont été identifiés, répartis à travers l'Angleterre en réponse à des priorités variées (stratégie industrielle pour le site d'Adlington près de Manchester, renforcement du corridor Oxford-Cambridge pour celui de Tempsford). Le rapport propose des implantations *ad hoc*, mais également des projets d'extensions urbaines et des revitalisations de centre-ville.

Le rapport recommande également que ces villes nouvelles contiennent au moins 10 000 logements, et 40% de résidences abordables, dont la moitié en logement social.

Le Royaume-Uni fait face à une importante crise du logement. Le Gouvernement estime que 300 000 nouveaux logements par an seraient nécessaires pour répondre à la demande. Dans les 12 mois précédent juin 2025, seulement 201 000 logements ont été construits (en recul de 8%). Le retard accumulé est estimé à 4,3 millions de logements. En 2024, le prix moyen des loyers a augmenté de 9,1% au Royaume-Uni.

Dans son programme, le Gouvernement travailliste a promis la construction de 1,5 millions de nouveaux logements d'ici 2029, un objectif réaffirmé par le ministre du logement Steve Reed en septembre. Une réforme des règles d'urbanisme, qui sont identifiées parmi les principaux freins à la construction au Royaume-Uni, est actuellement en voie d'examen au Parlement.

Un accord sur l'eau débloque la construction de 21 000 nouveaux logements dans le nord du Sussex

Après quatre ans de blocage, un accord entre le gouvernement, les régulateurs environnementaux et l'industrie permet la reprise des projets de construction logement dans la vallée de l'Arun, dans le Nord du Sussex. Les 4 000 logements initialement en suspens pourront être construits, et 17 000 logements supplémentaires ont été annoncés. Le projet était bloqué en raison de la pression exercée sur les rivières et zones humides locales.

La société Southern Water s'engage à revoir ses permis de prélèvement d'eau à la baisse et à financer la restauration des habitats naturels. Les nouvelles maisons intégreront par ailleurs des équipements économies en eau (toilettes à double chasse, douchettes et robinets à faible débit, collecte de l'eau de pluie).

Les travaux commenceront le 1er novembre 2025, sous la coordination du Water Delivery Taskforce de Defra.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrange, revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr